

Kiev : frappe russe massive, pont clé frappé par missile ; l'UE cède, Poutine inflexible aux appels

Épisode 2060 ***BOUTIQUE THE DURAN*** <https://theduranshop.com> ***BOUTIQUE REVERSE GEAR*** Le style sport et détente <https://reversegear.shop> ***LA COMMUNAUTÉ THE DURAN SUR LOCALS*** <https://theduran.locals.com> Inscrivez-vous dès maintenant et profitez de 1 mois d'essai gratuit ***NOS CHÂÎNES OFFICIELLES*** THE DURAN: <https://www.youtube.com/@TheDuran> ALEX: <https://www.youtube.com/alexchristoforou> ***SOUTIEN EN CRYPTOMONNAIES*** BITCOIN: 3JvdnoyWMb93hSRgk58ZstUxg11PW9mKSr ETHEREUM: 0xF39BdFb41f639B82E3D2Bf022828bC6394F533A3 LTC: MGFIMC18ZViF6DcCixMqAAP11TG4tF6Acj EMC2: EXX4KK9pZLx7uiLWNcXtp7iMKjtq6o5b6R ***FAIRE UN DON*** CARTE BANCAIRE: <https://donorbox.org/the-duran> SUBSCRIBE STAR: <https://subscribestar.com/theduran> PATREON: <https://patreon.com/theduran> ***PLATEFORMES VIDÉO*** RUMBLE THE DURAN: <https://rumble.com/c/theduran> ODYSEE: THE DURAN: <https://odysee.com/@theduran> ALEXANDER: <https://odysee.com/@AlexanderMercouris:a> ALEX: <https://odysee.com/@alexchristoforou:7> BITCHUTE: THE DURAN: <https://www.bitchute.com/theduran/> ALEXANDER: <https://www.bitchute.com/alexandermercouris> ALEX: <https://www.bitchute.com/channel/izwNAdmMGIC7/> ***PODCASTS AUDIO*** SPOTIFY: <https://spoti.fi/3pMrfPD> APPLE PODCASTS: <https://apple.co/2H9Hk0a> SOUNDCLOUD: <https://bit.ly/354ASQ9> ***PLATEFORMES DE LIBRE EXPRESSION*** TELEGRAM: <https://t.me/thedurancom> X (Twitter): <https://x.com/AMercouris> GAB: <https://gab.ai/TheDuran> MINDS: <https://minds.com/theduran> OK: <https://ok.ru/group/60904083488959> Superbe contribution musicale de Peter Brown. Suivez la musique de Peter : <https://soundcloud.com/peterboy100>

#Alexander

Bonjour. Nous sommes aujourd'hui le mardi vingt-sept octobre deux mille vingt-six. Avant de commencer cette émission, permettez-moi de vous rappeler de cliquer sur le bouton « J'aime » et de vérifier que vous êtes bien abonné à cette chaîne. Au tout début de l'émission d'hier, j'ai dit que, même si les Russes avaient continué à mener des frappes de drones à travers l'Ukraine au cours des vingt-quatre heures précédentes, tous les indices laissaient penser qu'ils préparaient une nouvelle attaque massive combinant missiles et drones contre l'Ukraine, visant peut-être plus particulièrement la ville de Kiev, et peut-être les ponts sur le Dniepr. Eh bien, c'est exactement ce qui s'est passé la nuit dernière. En fait, à certains égards, si l'on parle des attaques contre les ponts sur le Dniepr, celle-ci a été la plus dévastatrice de toutes et celle qui a eu les conséquences les plus importantes.

Je dis cela parce que, même si les ponts qui enjambent le Dniepr à Zaporijjia, cette ville du sud de l'Ukraine, ont été visés de façon plus soutenue par les Russes et ont peut-être subi davantage de dégâts, les ponts de Kiev sont bien plus importants pour l'armée ukrainienne dans l'ensemble de l'est de l'Ukraine — c'est-à-dire la partie de l'Ukraine située sur la rive orientale du Dniepr — et dans le Donbass en particulier. Les ponts de Kiev sont, en fait, les plus importants de tous pour la logistique de l'armée ukrainienne. Et parmi ces ponts, le plus important est le pont du Sud, le pont Ioujny, le pont méridional, qui fait partie du groupe de cinq ponts enjambant le Dniepr à Kiev.

Et l'une des raisons, c'est que ce pont est un ouvrage de grande envergure. C'est à la fois un pont ferroviaire et un pont routier. Or, dans cette guerre, le ravitaillement militaire, aussi bien pour l'armée russe que pour l'armée ukrainienne, se fait généralement par le rail. C'est évident. Quand on parle de matériel lourd et de fournitures comme des obus, des chars ou ce genre de choses, on peut transporter des quantités bien plus importantes d'obus, de chars et de véhicules blindés — mais surtout d'obus, de munitions pour armes légères et d'autres fournitures de ce type — par le rail plutôt que par la route.

Et les Russes, comme nous le savons, mènent depuis quelques semaines une offensive majeure contre le réseau ferroviaire. Si les voies ferrées sont coupées à travers l'Ukraine, alors la logistique de l'armée ukrainienne sur les lignes de front s'effondre, tout simplement. Et les voies ferrées doivent traverser le Dniepr. Par définition, cela veut dire qu'elles doivent emprunter des ponts. Or, il n'y a qu'un nombre limité de ponts ferroviaires sur le Dniepr. Le plus important se trouve à Kiev. Et effectivement, c'est ce pont que les Russes ont attaqué à Kiev la nuit dernière : le pont du Sud.

Et, eh bien, dans l'ensemble, c'était une frappe massive. On parle de missiles balistiques et, pour l'heure, rien n'indique que des missiles de croisière hypersoniques Zircon aient été utilisés dans cette attaque. Tous les missiles utilisés, à ma connaissance, étaient des missiles balistiques. Bon, évidemment, différents chiffres circulent sur le nombre de missiles balistiques que les Russes ont utilisés lors de cette frappe. Mais on s'accorde généralement à dire qu'il y en avait une vingtaine, peut-être un peu plus, peut-être un peu moins. Et le ministère russe de la Défense nous a de nouveau indiqué quel type de cibles les Russes avaient frappées à Kiev la nuit dernière.

Et là encore, une usine a été attaquée, ainsi que d'autres installations et des entrepôts. Mais l'une des principales cibles était le pont du Sud. Il a été frappé par des missiles. Il semble même avoir été touché par plusieurs missiles, même s'il est difficile de se faire une idée précise de la situation. Dans les heures qui ont suivi l'attaque, des photos montrant une partie des dégâts causés au pont ont été publiées, fait intéressant, sur l'Internet ukrainien. Et sur certaines de ces photos, on voit le maire de Kiev, le maire Klitschko, marcher sur le pont avec des personnes qui sont vraisemblablement des responsables ou des ingénieurs, pour examiner une partie des dégâts.

Et les dégâts semblent importants sur ces photos, mais ils paraissent relativement superficiels. C'est le genre de dégâts qu'une équipe pourrait probablement réparer assez rapidement, du moins dans

une certaine mesure, et qui, à eux seuls, ne suffiraient pas à mettre le pont complètement hors service. Mais peu après, nous avons reçu d'autres photos. Et l'une d'elles, en particulier, montrait l'une des voies ferrées au centre du pont. On pouvait y voir d'énormes dégâts dus à un impact. De toute évidence, un missile avait frappé la voie ferrée au centre du pont. Une vaste zone est endommagée à l'endroit où le missile a vraisemblablement touché, et on observe de nombreuses autres traces de dégâts, comme on pourrait s'y attendre après une explosion.

Et, bon, ce que nous avons vu, c'est une photo d'un trou dans la voie ferrée. On ne nous a pas fourni d'étude complète et détaillée de l'ensemble du pont. Il est donc possible — et je ne dis pas que c'est le cas — mais il est possible qu'il y ait d'autres trous de ce type ailleurs sur le pont, sur la voie ferrée, et peut-être aussi sur les chaussées. Mais quoi qu'il en soit, les dégâts que nous avons constatés suffisent à eux seuls à mettre le pont hors service, à le rendre inutilisable et à empêcher les Ukrainiens de s'en servir. Et, de fait, selon des informations qui circulent, les autorités ukrainiennes auraient estimé qu'il faudrait au moins une semaine pour réparer les dégâts sur le pont, dans la mesure où ils sont réparables, et permettre ainsi sa réouverture, sous une forme ou une autre.

Alors, je ferais simplement une observation générale, en rappelant que je ne suis pas ingénieur. Ce que je dis repose donc uniquement sur un peu de bon sens, si vous voulez. Par définition, un train, surtout s'il transporte des marchandises lourdes comme des obus, par exemple, des munitions pour armes légères ou du carburant, pèse extrêmement lourd. Et un pont qui a subi des attaques répétées et dans lequel des explosions ont ouvert de gros trous va progressivement perdre sa capacité à supporter un tel train.

Les voies routières pourront peut-être être remises en service assez rapidement, dans une semaine, voire moins. Mais si la partie ferroviaire du pont est sérieusement endommagée, eh bien, il pourrait être beaucoup plus risqué d'y faire passer un train lourdement chargé. Il va falloir effectuer d'importantes réparations. Et les Ukrainiens disent qu'elles seront terminées dans une semaine. Mais bien sûr, on ne peut pas le tenir pour acquis. Et on ne peut pas non plus supposer que les Russes eux-mêmes vont rester inactifs pendant cette semaine. Ils pourraient revenir, mener de nouvelles frappes sur le pont et lui infliger davantage de dégâts.

Et comme je l'ai appris assez tôt dans cette guerre, à l'époque des frappes de HIMARS sur le pont Antonovski, qui relie la ville de Kherson, sur la rive ouest du Dniepr, à la rive est du fleuve, des frappes isolées sur un pont — qui est, comme je l'ai dit, une structure extrêmement solide et résistante — ne causeront peut-être que des dégâts limités. Mais ces dégâts s'accumulent. On ne peut pas continuer indéfiniment à rafistoler un pont : au bout d'un moment, sa structure devient instable et il n'est plus utilisable. Et les Russes ont déjà frappé le pont du Sud à plusieurs reprises au cours de la semaine écoulée. S'ils continuent ainsi, si les frappes de missiles comme celles de la nuit dernière se poursuivent, il arrivera un moment où le pont sera inutilisable.

Il ne sera plus possible de l'utiliser. C'était donc la première attaque contre un pont sur le Dniepr à Kiev qui, à ma connaissance, ait fait intervenir avec certitude un missile, et pas seulement des drones. Les Russes ont mené des frappes à la bombe contre des ponts à Zaporijjia et à Dnipro, plus au sud. Ils ont aussi mené une frappe à la bombe contre le pont du Nord à Kiev, mais il semble que cette bombe ait manqué sa cible. J'ai évoqué les raisons possibles de cet échec il y a quelques jours, dans une autre vidéo. J'ai avancé l'idée que les Russes cherchaient peut-être à tester l'état réel des défenses antiaériennes de Kiev. Mais c'était la première fois, à ma connaissance, qu'un missile, vraisemblablement un missile Iskander, était utilisé pour frapper un pont sur le Dniepr.

Et je dois dire que, vu l'emplacement de ce trou, en plein milieu des voies ferrées — on voit d'ailleurs les rails brisés et endommagés de part et d'autre de ce grand trou —, eh bien, la précision de la frappe était extraordinaire. Cela montre à quel point ces missiles sont capables d'atteindre une cible avec une précision extrême. Évidemment, je pars du principe qu'il ne s'agissait pas d'un coup de chance, ce qui, bien sûr, peut arriver. Mais je tiens à préciser que je ne crois pas que ce soit le cas. Je pense que, puisqu'il s'agissait de la première frappe, le fait qu'elle ait touché cet endroit précis, exactement au milieu des voies ferrées, nous indique que ces missiles sont d'une précision exceptionnelle et tout à fait capables d'endommager de cette façon les voies ferrées d'un pont sur le Dniepr.

Alors, le ministère russe de la Défense, comme je l'ai dit, a commenté cette frappe. Il considère ce pont comme une cible ordinaire. Il y a eu les attaques contre les ponts de Zaporijjia, puis celles contre les ponts de Dnipro. Il est désormais tout à fait évident que les Russes cherchent à démanteler la logistique ukrainienne, à détruire les ponts sur le Dniepr, à les rendre inutilisables. Et quand ce sera fait — car ce n'est qu'une question de temps —, nous commencerons à voir les forces ukrainiennes s'effondrer sur la rive est du Dniepr, dans l'est de l'Ukraine. Parce que, sans ces ponts, elles ne peuvent plus recevoir de nouveaux approvisionnements venant de l'Ukraine elle-même, mais, en fin de compte, de l'Occident. Tout ce que l'Occident envoie doit être acheminé par la route ou par le rail, et doit passer par ces ponts.

Et il est probable que le flux de renforts vers les armées ukrainiennes dans l'est de l'Ukraine s'arrête lui aussi. D'après ce que je comprends, la mobilisation se concentre aujourd'hui en grande partie dans les villes du centre de l'Ukraine. Dans l'est du pays, il devient de plus en plus difficile pour les recruteurs ukrainiens d'opérer. L'armée russe est omniprésente, l'aviation russe est constamment à l'œuvre, et des drones opèrent en permanence. L'essentiel de la mobilisation, de la conscription — cette conscription brutale — se déroule donc dans le centre de l'Ukraine. Et là encore, si vous enrôlez des hommes dans le centre de l'Ukraine, à l'ouest du Dniepr, pour qu'ils puissent rejoindre les armées à l'est, ils doivent traverser le Dniepr, et ils doivent le faire en empruntant un pont.

Et si ces ponts n'existent plus, eh bien, cela devient impossible. Je dis que cela devient impossible, mais, à strictement parler, ce n'est pas vrai. On pourrait, en théorie, faire traverser le fleuve au matériel et aux renforts sur des barges ou des bateaux. On pourrait, en théorie, construire des ponts

flottants. Mais aucune de ces solutions ne constitue, même de loin, une solution de remplacement utile ou acceptable à la perte de ces immenses ponts de béton et d'acier, construits par les Soviétiques, qui permettent d'acheminer le ravitaillement de l'autre côté du Dniepr, vers les armées à l'est. Et pour revenir à ce que je disais sur les armées à l'est — dans le Donbass, dans la région de Kharkov, ailleurs —, si elles ne peuvent pas être ravitaillées, si le carburant, les obus, les drones et tout le reste ne peuvent pas leur parvenir, et si elles ne peuvent pas recevoir de renforts, eh bien, elles ne pourront pas poursuivre leurs opérations très longtemps.

Il faudra probablement quelques semaines ou quelques mois. Mais au rythme actuel de la guerre, ils vont vite se retrouver à court de ravitaillement. Et à ce moment-là, bien sûr, résister devient de plus en plus difficile, et finit par être impossible. Cela a donc des conséquences majeures sur la suite de la guerre. Et cela explique probablement aussi un phénomène que j'ai observé sur les champs de bataille ukrainiens et dont, à ma connaissance, personne ne parle, alors qu'à mon avis, on devrait en parler : ce que sont devenues les brigades Azov.

Il y a le troisième corps Azov, qui opérait auparavant au nord de Sloviansk et qui était censé mener l'opération Vivaldi, et le douzième corps Azov, censé assurer la défense dans la partie sud de la ligne de villes fortifiées, Sloviansk et Kramatorsk. Il est censé être responsable de la défense autour de Dobropillia, de Belozerska et de toutes ces localités. Il y a encore quelques semaines, on entendait énormément parler d'Azov, de ses différentes brigades et du rôle qu'elles jouaient soudain dans la guerre. Mais maintenant, on n'en entend plus parler. En tout cas, moi, cela fait un moment que je n'en ai pas entendu parler. Nous savons que l'opération Vivaldi a maintenant été stoppée.

Mais Biletsky lui-même, on ne le voit plus beaucoup. Cela fait plusieurs jours que je n'ai plus rien vu à son sujet. Que lui est-il arrivé, à lui et à son troisième corps Azov ? Et nous savons que Prokopenko a été limogé et ne commande plus le douzième corps Azov. Mais eux aussi, que sont-ils devenus ? Se pourrait-il qu'ils aient tiré les conclusions qui s'imposent face aux attaques contre les ponts sur le Dniepr ? Et qu'ils se disent que s'ils restent là où ils sont, à défendre des villes comme Lyman, Droujkivka et d'autres encore, à un moment donné, dans les semaines et les mois à venir, ils vont se retrouver coupés de leurs arrières et bloqués sur la rive est — ou, comme disent les Russes, la rive gauche — du Dniepr ?

Et puisque, vraisemblablement, ces gens ne veulent absolument pas de cela, peut-être ont-ils déjà décidé qu'il était temps de quitter le front et de se replier à l'arrière, peut-être jusqu'à Kiev même. Ce ne sont que des suppositions. Cela fait un certain temps que je n'ai vu aucune information sur ce qu'est devenu Azov. J'ai dit que Biletsky, en particulier, était une figure politique et que sa priorité absolue était la situation à Kiev. C'est pour cette raison que je ne pensais pas qu'il poursuivrait très longtemps ces différentes offensives dans le Donbass. Je peux donc imaginer qu'il fasse reculer ses forces dans une situation de ce genre. Et Poutine semble avoir laissé entendre que quelque chose de cet ordre s'était effectivement produit.

Mais je le répète, c'est une hypothèse fondée sur les éléments dont on dispose. Je ne présente pas ça comme un fait. Enfin, voilà. Nous en sommes là avec cette attaque contre le pont du Sud. Il y aura d'autres attaques contre ce pont au cours des prochaines semaines. Les Russes vont probablement attendre de voir si les Ukrainiens parviennent à le réparer. Quand le pont semblera sur le point d'être remis en service, les Russes reviendront vraisemblablement le frapper. Et, en attendant, ils vont frapper d'autres ponts. Ils s'en prendront probablement au pont du Nord et aux autres ponts de Kiev, et ils lanceront de nouvelles attaques contre d'autres ponts sur le Dniepr, à Zaporijjia, à Dnipro, à Krementchouk et dans tous ces endroits.

Et peu à peu, inexorablement, nous allons voir les ponts qui traversent Kiev coupés. Et les Russes poursuivent aussi, d'ailleurs, leurs attaques contre les réseaux ferroviaires. Cela ne reçoit pas l'attention que cela mérite. Mais l'agence de presse TASS a déclaré que, depuis le début de l'opération militaire spéciale en deux mille vingt-deux, les Russes ont détruit six cents locomotives ; que, depuis le début de deux mille vingt-cinq, ils en ont détruit cinq cents ; et que, cette année, ils en ont détruit trois cents. On voit donc que le rythme de destruction des locomotives en Ukraine s'accélère.

La moitié des locomotives détruites en Ukraine l'ont été cette année. Et l'agence de presse TASS estime que le parc ukrainien compte au total trois mille locomotives. À une époque, je pensais qu'il en comptait plutôt deux mille, mais selon TASS, ce serait vraisemblablement trois mille. Donc, en supposant qu'aucune des locomotives détruites n'ait été remplacée — ce qui est probable, car où l'Ukraine pourrait-elle trouver des locomotives de remplacement compatibles avec l'écartement des voies russes ? —, environ un cinquième du parc ukrainien de locomotives a été détruit, dont dix pour cent cette année, et le rythme des destructions s'accélère à nouveau.

Soyons très clairs : les Russes n'ont pas besoin de détruire les trois mille locomotives pour mettre à l'arrêt l'ensemble du réseau ferroviaire. S'ils détruisent la moitié du parc de locomotives ukrainien, le fonctionnement du réseau sera tellement perturbé que cela aura des conséquences considérables sur la logistique, sur les lignes de front comme ailleurs en Ukraine. Évidemment, nous n'en sommes pas encore là, mais nous nous en rapprochons progressivement. Et je le répète, comme je l'ai déjà dit dans des émissions précédentes, les Russes ont mené des frappes d'essai contre la grande gare située dans l'ouest de Kiev. Eric Schmidt, le PDG de Google, s'est retrouvé pris dans l'une de ces frappes et a senti toute la gare trembler.

Et il est revenu de Kiev profondément pessimiste quant aux perspectives de l'Ukraine. Les Russes ont demandé aux puissances occidentales de faire partir de Kiev tous leurs diplomates et leurs autres ressortissants. Un conseil que, pour le moment, les puissances occidentales choisissent d'ignorer. Je ne doute pas non plus que, alors même que les Russes s'emploient à détruire les ponts sur le Dniepr et à empêcher Kiev d'acheminer du ravitaillement vers l'est de l'Ukraine en traversant le fleuve, il y aura, à un moment donné, probablement dans les semaines et les mois à venir, au cours de l'hiver, de nouvelles attaques contre la gare située dans l'ouest de Kiev. Et les liaisons ferroviaires reliant Kiev à l'ouest, et même au reste de l'Ukraine, seront coupées.

Et là, bien sûr, nous aurons une crise énorme. Et s'il reste des ambassades en activité à Kiev à ce moment-là, eh bien, il est probable que les gouvernements occidentaux devront contacter les Russes pour tenter de négocier les modalités de leur évacuation. Et comme je l'ai aussi dit ces dernières semaines, les Russes attaquent les principales infrastructures énergétiques de Kiev. Les Ukrainiens eux-mêmes ont reconnu que toutes les installations de production d'électricité autour de Kiev avaient été détruites. Kiev dépend donc entièrement de l'électricité fournie par l'ouest de l'Ukraine et, en dernier ressort, par l'Europe, qui transite par le poste électrique de Kievskaja.

Et encore une fois, ce n'est sans doute qu'une question de temps avant que les Russes ne le mettent hors service. Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui. J'ai parlé de Klitschko, le maire de Kiev, qui était sur place pour inspecter le pont. Il est de plus en plus amer et en colère. Il a fait de nouvelles déclarations critiques à l'égard du gouvernement ukrainien. Il a déclaré que toute la responsabilité de l'organisation de la réponse à ces frappes russes sur Kiev reposait sur lui, ainsi que sur les autres municipalités ukrainiennes confrontées à la même situation. Pourtant, ni lui ni la municipalité de Kiev ne sont responsables de la défense antiaérienne de la ville.

C'est à l'armée ukrainienne, qui relève de Zelensky et du gouvernement central, qu'incombe cette responsabilité. Lui, il n'est pas responsable des approvisionnements militaires ni de ce genre de choses. Et pourtant, on l'a laissé, en gros, essayer de gérer tout seul cette situation impossible. Et comme si cela ne suffisait pas, il est critiqué, et même insulté, à cause de la situation de plus en plus difficile à Kiev même. Je soupçonne les municipalités de villes comme Odessa, Zaporijjia, Kherson, Dnipro et Kharkiv de commencer, elles aussi, à penser la même chose. Enfin, Klitschko exprime ces griefs, mais cela ne semble pas beaucoup affecter Zelensky. Zelensky, cependant, puisqu'on parle de lui, n'est pas resté inactif. Il a transmis de nouveaux décrets au Parlement ukrainien pour qu'il les adopte, afin de prolonger la loi martiale et, par conséquent, son propre maintien à la présidence pour six mois supplémentaires.

Il a aussi publié un décret très intéressant qui impose à toutes les villes de mettre en place de solides défenses, de s'entourer de fortifications en prévision d'une offensive terrestre russe. Cela concerne évidemment Kiev, mais sans doute aussi d'autres localités, notamment des villes de l'ouest de l'Ukraine. Cela laisse penser que, derrière tout le bluff, les rodomontades et les discours qui prétendent que la guerre est dans l'impasse à l'est, dans le Donbass, Zelensky sait en réalité, ou comprend au moins en partie, à quel point la situation sur le front est mauvaise. Cela peut aussi vouloir dire que Zelensky lui-même commence à saisir certains des messages que lui adressent ces attaques contre les ponts : le temps où l'Ukraine peut maintenir une force militaire importante sur la rive orientale du Dniepr touche à sa fin.

D'ailleurs, même une interruption d'une semaine de l'acheminement du ravitaillement par le pont du Sud, à Kiev, va affecter la logistique des forces ukrainiennes dans l'est de l'Ukraine, tant les armées, surtout celles qui sont engagées dans un conflit, consomment de matériel. Une interruption du ravitaillement d'une semaine, les soldats vont bel et bien la ressentir. Et bien sûr, si elle se prolonge

bien au-delà d'une semaine, ils la ressentiront encore davantage. Dans l'ensemble, le fait que Zelensky parle maintenant de fortifier les villes donne un indice supplémentaire du sentiment d'être assiégés qui commence à gagner le président et les dirigeants ukrainiens. Et nous avons eu une troisième proposition de décret — ou du moins de loi — qui est apparemment en cours de présentation au Parlement ukrainien.

Apparemment, toutes les exemptions de mobilisation qui existaient jusqu'ici en Ukraine — pour les travailleurs essentiels, pour les ouvriers des usines de munitions, pour ceux qui, vraisemblablement, assemblent les drones dans les ateliers artisanaux et les sous-sols à travers le pays — vont être supprimées. Ceux qui pourront conserver leur exemption, ce sont Zelensky lui-même, les députés et les hauts responsables du gouvernement. Toutes les autres exemptions vont apparemment disparaître. Et voilà que le Premier ministre ukrainien parle maintenant de durcir encore davantage la mobilisation et la conscription. On sent que, dans cette période de crise, dans ce climat de crise, on va de nouveau tenter de mobiliser jusqu'aux derniers hommes disponibles, quel que soit leur travail ou la fonction qu'ils sont censés remplir.

Une immense levée en masse, si vous voulez, pour reprendre l'expression française — une mobilisation totale, si vous préférez — des hommes qui restent en Ukraine, et sans doute aussi d'une partie des femmes, pour tenter de combler les brèches sur les lignes de front. Et encore une fois, quand des gouvernements en guerre en viennent à ce genre de mesures, c'est aussi, à mes yeux, un signe supplémentaire qu'ils commencent à comprendre que la situation n'est plus seulement mauvaise, mais qu'elle devient critique, et peut-être même désespérée. D'ailleurs, le Premier ministre ukrainien, lorsqu'il a parlé de ce durcissement de la mobilisation, l'a dit explicitement. Il a déclaré que c'était désormais la survie même de la nation qui était en jeu, et que c'était pour cette raison que l'Ukraine devait recourir à une telle mobilisation. Je veux dire, c'est, à certains égards, le message le plus sombre qu'on puisse imaginer.

Au cours des deux dernières émissions, j'ai parlé de l'intransigeance totale dont Zelensky continue de faire preuve sur toute la question des négociations. J'ai évoqué cet entretien dans lequel il a exposé toutes ses lignes rouges : aucun retrait de quelque partie que ce soit du Donbass, une Ukraine qui s'accroche à chaque millimètre de son territoire, qui a le droit d'avoir une armée aussi importante qu'elle le souhaite et de recevoir des armes de qui elle veut, et qui conserve son droit absolu d'adhérer à l'OTAN et de ne pas devenir un État neutre. Autrement dit, Zelensky tient des propos qu'il sait inacceptables pour les Russes.

Et il tient ce discours, refusant de mener avec les Russes des négociations sérieuses susceptibles d'aboutir à la paix, alors même qu'il parle maintenant de fortifier toutes les villes ukrainiennes, que son Premier ministre affirme que la survie de la nation est en jeu et que l'Ukraine s'achemine vers une sorte de projet de mobilisation totale. Je trouve ça extraordinaire. Je trouve ça incroyable. Personne ne pourrait me reprocher de manquer de cynisme à l'égard des intentions et des motivations de Zelensky. Mais je trouve malgré tout stupéfiant que le dirigeant d'un pays puisse envisager de telles options tout en rejetant catégoriquement toute idée de négociations sérieuses.

Enfin, quoi qu'il en soit, nous allons voir davantage d'attaques contre les ponts, et davantage de frappes de missiles de ce type. Et encore une fois, si vous trouvez que je suis trop pessimiste quant aux perspectives de l'Ukraine, il y a aujourd'hui, dans le Daily Telegraph, un article de Garry Kasparov, l'ancien champion du monde d'échecs, autrefois grand maître soviétique et citoyen de l'Union soviétique, devenu aujourd'hui un opposant farouche au gouvernement du président Poutine. Bref, il a écrit cet article extraordinaire dans le Daily Telegraph. Je tiens à souligner que Kasparov est un fervent soutien de l'Ukraine et qu'il n'a cessé de se mobiliser et d'exiger que l'Occident apporte à l'Ukraine tout le soutien possible pour lui permettre de gagner.

Pas seulement pour survivre, mais pour vaincre véritablement la Russie. Une idée absurde, à mon avis, mais c'est ce que Kasparov a préconisé. Pourtant, il reconnaît maintenant — même lui le reconnaît — que l'Ukraine est en train de perdre. Et il en a pris conscience, soit dit en passant, de la même manière qu'Eric Schmidt. Eric Schmidt s'est rendu à Kiev et a constaté à quel point la situation y était mauvaise. Il est ensuite retourné en Europe et aux États-Unis, où il a enchaîné les interviews pessimistes, réclamant pour l'Ukraine une aide d'une ampleur dont même lui doit savoir qu'elle dépasse de très loin ce que l'Occident est capable de fournir. Kasparov s'est lui aussi rendu à Kiev, comme nous le verrons, et il est arrivé aux mêmes conclusions et exprime exactement les mêmes sentiments.

Et le titre de l'article du Daily Telegraph est : « Putin will defeat Ukraine unless Europe seizes the last chance to stop him. » C'est intéressant de voir comment Kasparov passe sans effort de l'Europe au monde, comme si l'Europe, c'était le monde, mais passons. « Le monde n'a presque plus de temps pour éviter le pire scénario possible : une guerre qui menace l'avenir de la démocratie à l'échelle mondiale. » Et ensuite, il parle avec amertume de l'incapacité de l'Europe à faire la guerre. Il dit s'être récemment rendu à Kiev et avoir également assisté au Forum de Varsovie sur la sécurité, ce forum qui s'est tenu récemment à Varsovie. Il exprime sa profonde désillusion face à tout ce qu'il a entendu.

Il dit qu'il s'attend à ce que la situation en Ukraine se détériore. Et son article contient ce paragraphe : « Alors que les combats s'éternisent dans leur cinquième année, un hiver terrible attend l'Ukraine. Le constat est sans appel : si l'Ukraine ne reçoit pas immédiatement, immédiatement, de l'Europe les financements et les armes dont elle a besoin, elle perdra. » Et voilà, tout est dit. Nous avons tous ces aveux. C'est la réalité que nous constatons. Et franchement, il est difficile de contester quoi que ce soit là-dedans. Alors, je le répète, il y a toute cette situation dans le ciel. Il y a aussi eu des mouvements sur les lignes de front. Mais comme je l'ai déjà dit, nous sommes maintenant dans la période de la raspoutitsa, où les mouvements sur les lignes de front ralentissent. Ça ne va pas durer très longtemps.

Les défenses ukrainiennes se sont effondrées dans le nord-est de l'Ukraine, dans la région de Kharkiv. Stanislav Kropivnik a récemment déclaré que si les Russes avaient mis plus de temps que prévu à réduire la poche dans le nord-est de la région de Kharkiv, c'est parce qu'ils avaient

découvert que les forces ukrainiennes qui s’y trouvaient ne comptaient pas deux mille hommes, comme ils l’avaient d’abord supposé, mais bien cinq mille. Si c’est le cas, alors je trouve tout simplement incroyable que les Ukrainiens aient abandonné une force entière de cinq mille hommes dans le nord-est de la région de Kharkiv, alors qu’après la chute de la petite ville de Bely Kolodez, il était clair qu’ils allaient être encerclés. Enfin, j’en ai déjà parlé à de nombreuses reprises. Je ne vais pas me répéter.

Mais les informations font désormais état de forces russes qui convergent vers Veliki Bourlouk, une ville qui devrait tomber à l’automne ; d’une reprise de l’offensive russe dans le secteur de Liman, où les Russes reprennent le territoire que Biletsky et le troisième corps Azov avaient brièvement conquis lors de l’opération Vivaldi ; et d’une avancée russe depuis Dobropillia. Et Marat Khaïrouline, le reporter de guerre russe, a publié un compte rendu très détaillé de la situation dans la région de Zaporijjia et de l’étau qui se resserre autour de la garnison ukrainienne d’Orehov, après la prise de villages comme Obershaya, au nord d’Orehov. J’ai abordé tout cela au cours des émissions précédentes. Quand le sol aura séché et que les mouvements reprendront, toutes ces localités vont commencer à tomber, et la crise opérationnelle dans l’est de l’Ukraine va s’aggraver. Et si les ponts sur le Dniepr deviennent inutilisables, la crise s’aggraverait encore davantage.

Au milieu de tout cela, les Européens ont pris une véritable initiative diplomatique. Le Premier ministre norvégien, M. Støre, et le président finlandais, le président Stubb — tous deux, soit dit en passant, des partisans acharnés de la ligne dure — sont ceux-là mêmes qui ont, en gros, encadré Zelensky lors de sa récente rencontre à Oslo avec Witkoff. Cette rencontre a eu lieu juste avant que Witkoff ne s’envole pour Saint-Pétersbourg, où il a rencontré Poutine au palais Constantin. Witkoff a eu avec Poutine un échange qui, je commence à le penser, a été assez éprouvant. Poutine a de nouveau refusé de céder le moindre pouce de terrain et a insisté pour que toute discussion à venir porte sur l’architecture de sécurité de l’Europe, le sujet de ma vidéo d’hier.

Quoi qu’il en soit, Støre et Stubb étaient peut-être de plus en plus inquiets des informations qui leur parvenaient au compte-gouttes, de façon inattendue, sur le rejet catégorique, par Poutine, de la proposition que les Européens, les Américains et les Ukrainiens avaient bricolée ensemble. Cette proposition donnait en gros le choix aux Russes : soit prendre le Donbass et accepter l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN, soit accepter un cessez-le-feu sur les lignes de front actuelles, auquel cas l’Ukraine ne rejoindrait pas l’OTAN pour le moment. Bref, Støre et Stubb ont peut-être été alarmés par ce qu’ils ont entendu au sujet de ce qui s’était passé à Saint-Pétersbourg, au palais Constantin.

Et peut-être sont-ils aussi d’autant plus alarmés par les informations qu’ils reçoivent sur la situation en Ukraine, les attaques contre Kiev, les frappes sur les ponts du Dniepr, tout cela. Mais apparemment, peu après la frappe sur le pont du Sud à Kiev, ils ont contacté le Kremlin et demandé à parler à Poutine. Une conversation a eu lieu, au cours de laquelle Støre et Stubb ont tous deux parlé à Poutine, et Poutine, bien sûr, leur a répondu. Nous avons depuis eu quelques explications de la part des Finlandais et des Norvégiens sur ce qu’ils cherchaient à faire.

Et d'après ce qu'ils nous disent, il s'agissait de tenter d'amener Poutine à accepter ce qu'ils ont qualifié de désescalade, avant le début des négociations prévu dans quelques semaines. Et ce qu'ils entendent, bien sûr, par désescalade, c'est essayer d'amener les Russes à arrêter, ou du moins à ralentir, ce qu'ils font actuellement en Ukraine. J'ai expliqué dans de nombreuses émissions, depuis le début du mois de septembre, que tous les efforts diplomatiques occidentaux à l'égard des Russes ont eu pour but, sous une forme ou sous une autre, de les convaincre de s'arrêter. C'était l'objectif de Ratcliffe lorsqu'il s'est rendu à Moscou. C'était aussi celui de Witkoff et de Kushner lorsqu'ils se sont, eux aussi, rendus à Moscou un peu plus tard, toujours en septembre.

C'était l'objectif de Trump lorsqu'il a téléphoné à Poutine en septembre. C'était aussi, une fois de plus, l'objectif de la visite de Witkoff à Saint-Pétersbourg, où il a rencontré Poutine au palais Constantin il y a quelques jours. Witkoff a d'ailleurs été très clair à ce sujet : il s'agissait avant tout d'œuvrer à une cessation des hostilités, à un cessez-le-feu. Autrement dit, quelque chose que Poutine a, bien sûr, toujours catégoriquement rejeté, sans jamais changer de position. Et les initiatives américaines, comme on a pu le lire dans le New York Times, venaient à l'origine des Européens. Les Européens faisaient pression sur les Américains pour qu'ils reprennent contact avec les Russes, afin de tenter de les convaincre d'accepter de mettre fin aux hostilités. Et les Européens s'inquiètent de plus en plus de voir que tous les efforts américains n'ont abouti à rien.

Et ils sont probablement encore plus alarmés d'apprendre qu'au lieu d'amener les Russes à s'arrêter, les Américains se préparent désormais à discuter de l'architecture de sécurité en Europe, ou proposent de le faire, ou acceptent d'en parler. Ce dont les Européens ne veulent bien sûr absolument pas, sous aucun prétexte. Alors, dans cette situation très difficile, Støre et Stubb ont apparemment pris la décision, pour autant que je puisse en juger, sans vraiment consulter les autres États européens. Et avant même qu'un négociateur en chef européen ait été nommé, ils ont pris l'initiative d'appeler Poutine pour tenter, une nouvelle fois, de le faire s'arrêter. Nous disposons maintenant d'un compte rendu de cette conversation publié par le Kremlin. Et ce compte rendu indique très clairement que Poutine a refusé de s'arrêter.

#Alexander

Le texte indique qu'un échange de vues a eu lieu sur le règlement de la crise ukrainienne, à la lumière des entretiens de Vladimir Poutine avec Steve Witkoff à Saint-Pétersbourg, le vingt et un octobre, ainsi que des récents contacts de Stubb et de Støre avec Witkoff et Zelensky à Oslo. Les parties ont salué l'accord sur la reprise des pourparlers trilatéraux entre la Russie, l'Ukraine et les États-Unis à Abou Dhabi, entre le début et la mi-décembre. Ces discussions doivent notamment porter sur les moyens de garantir la sécurité de la Russie comme de l'Ukraine, une fois qu'une cessation complète des hostilités aura été obtenue.

#Alexander

Autrement dit, les Russes font une nouvelle fois clairement savoir que le sujet qui sera abordé à Abou Dhabi, c'est l'architecture de sécurité en Europe. Le compte rendu poursuit : « Vladimir Poutine a évalué la situation actuelle dans la zone du conflit en Ukraine. » Autrement dit, il leur a de nouveau fait la leçon sur la réalité de la situation sur les fronts et dans les airs, et non sur ces contes de fées qui parlent d'une impasse et prétendent que la Russie n'aurait gagné que cent kilomètres carrés de territoire en Ukraine depuis le début de l'année. C'est ce qu'une grande partie des médias occidentaux répètent, et que les dirigeants occidentaux se répètent sans doute entre eux. Poutine a donc évalué la situation actuelle dans la zone du conflit, en rappelant ses causes profondes. Autrement dit, l'élargissement de l'OTAN et le coup d'État qui, selon les Russes, a eu lieu en Ukraine en février deux mille quatorze, ainsi que ses conséquences.

Et ensuite, pour poursuivre la lecture du compte rendu : « Et en soulignant qu'une paix juste et durable ne serait possible que si les intérêts de la Russie étaient pleinement pris en compte, sans aucune condition. Par ailleurs, Poutine a évoqué les politiques de confrontation de l'Union européenne et de l'OTAN, qui ont eu pour effet de prolonger la guerre. » Voilà donc ce que Poutine a dit à Støre et à Stubb : si vous voulez vraiment voir cette guerre prendre fin, vous devez avoir une vision réaliste de ce qui se passe réellement dans la zone de conflit. Vous devez mettre fin aux politiques de confrontation qui ont prolongé les hostilités : votre soutien à la guerre des drones, le financement et les livraisons d'armes que vous continuez de fournir à l'Ukraine. Vous devez accepter de mettre fin à cette politique d'élargissement de l'OTAN vers l'est.

Et vous devez aussi tenir compte de nos préoccupations en matière de sécurité, pleinement et sans poser la moindre condition. Ce qui me frappe dans ce compte rendu, c'est cette exigence d'une acceptation sans condition des demandes de la Russie en matière de sécurité. Donc, si les Russes décident, par exemple, que pour qu'il y ait la paix, toutes les forces de l'OTAN doivent se retirer d'Europe de l'Est et des pays nordiques, et que l'OTAN doit revenir aux positions qu'elle occupait en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, avant le début de son élargissement, eh bien, pour qu'il y ait la paix, les puissances occidentales doivent l'accepter sans condition. C'est une exigence extrême. Je me demande si Stubb ou Støre en ont compris les implications. Mais, comme je l'ai dit, c'est une déclaration extraordinaire.

Mais cela figure bien dans le compte rendu russe, que vous pouvez consulter sur le site du Kremlin. Et puis, bien sûr, Poutine ne s'est pas arrêté là. Il a aussi évoqué la situation dans la Baltique. Il a déclaré que la question de la sécurité en mer Baltique et en Europe du Nord avait également été abordée. À ce sujet, le président finlandais et le Premier ministre norvégien ont tous deux réaffirmé l'importance du respect du droit maritime international et de la liberté de navigation. Alors, derrière ce paragraphe se cache, je le soupçonne, une discussion vraiment très tendue.

Poutine dit aux Norvégiens et aux Finlandais : « Qu'est-ce qui se passe en mer Baltique ? Qu'est-ce que c'est que toutes ces manœuvres militaires auxquelles vous vous livrez ? Qu'est-ce que c'est que tous ces discours sur Kaliningrad qu'on entend ? Qu'est-ce que c'est que toutes ces histoires de

blocus navals et de blocus de Kaliningrad ? Vous comprenez que si vous passez réellement à l'acte, si vous continuez à saisir des pétroliers et d'autres navires — ce qui, d'ailleurs, j'ai remarqué, ne se produit plus depuis un certain temps —, nous allons riposter ? »

« Et si vous envisagez d'interdire la Baltique à nos navires, si vous vous laissez prendre à ce mythe délirant qui circule dans certains médias occidentaux, selon lequel la Baltique serait désormais un lac de l'OTAN, eh bien, préparez-vous à une réaction très ferme de notre part. » Quoi qu'il en soit, après tout cela, selon les Russes, Støre et Stubb ont donné cette assurance à Poutine : « Nous ne prévoyons pas d'entraver votre navigation marchande. Nous n'allons saisir aucun de vos navires. Ou peut-être que si, mais nous n'avons pas vraiment l'intention d'entraver la liberté de navigation. Il n'est absolument pas question d'imposer un blocus, que ce soit à Kaliningrad, à Saint-Pétersbourg ou ailleurs en Russie, sur la Baltique. »

« Ces idées nous sont totalement étrangères. » Bien sûr, les Russes ne vont pas simplement se contenter de telles assurances, surtout lorsqu'elles ont sans doute été arrachées au cours d'un appel qui, je le soupçonne, a été très tendu. Mais cela met une nouvelle fois en lumière le genre de sujets abordés lors de cet appel. Enfin, il y a eu cela. Il a aussi apparemment été question du cessez-le-feu humanitaire en cours à Olechky, dans la région de Kherson, un sujet que je ne vais pas aborder. Et, fait intéressant, Støre, Stubb et Poutine sont convenus de rester tous en contact. On pourrait supposer, peut-être à juste titre, que Støre et Stubb — et peut-être Stubb en particulier — viennent, de leur propre initiative, de s'autoproclamer représentants de l'Europe pour mener les négociations avec les Russes.

Eh bien, comme je l'ai dit, il est clair que Poutine n'était absolument pas disposé à faire la moindre concession. Le Financial Times l'a d'ailleurs lui-même reconnu. Dans son article consacré à cet entretien téléphonique entre Stubb, Støre et Poutine, le journal indique que Stubb et Støre ont déclaré que leurs pays continueraient à soutenir l'Ukraine. Ils ne l'ont pas dit à Poutine, mais dans un communiqué commun qu'ils ont publié, dans lequel ils soulignaient que la guerre devait prendre fin et que les négociations devaient reprendre. Autrement dit, ils veulent un cessez-le-feu, ce que les Russes, comme je l'ai déjà dit, ont rejeté. Puis le Financial Times poursuit : « Mais le Kremlin a indiqué que Poutine n'était pas disposé à revenir sur ses exigences intransigeantes pour mettre fin à la guerre. » « Intransigeantes », bien sûr, est un terme chargé de connotations.

Les Russes ne voient peut-être pas les exigences de Poutine comme particulièrement intransigeantes. En fait, si vous suivez les commentaires en Russie, beaucoup de Russes estiment que les exigences formulées par Poutine pour mettre fin à la guerre sont loin d'être assez fermes. Mais enfin, c'est le Financial Times qui a choisi ce mot, pas moi. « Mais le Kremlin a indiqué que Poutine n'avait pas l'intention de revenir sur ses exigences intransigeantes pour mettre fin à la guerre, lesquelles, selon l'Ukraine, reviendraient à une capitulation. » Et puis nous avons ces citations : « Poutine a rappelé à Stubb et à Støre les raisons initiales du conflit » — une formule qui renvoie à l'affirmation persistante de la Russie selon laquelle les pays occidentaux et la volonté de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN l'ont contrainte à déclencher la guerre.

« Poutine a souligné qu'un accord de paix équitable et durable n'est possible que si les intérêts légitimes de la Russie sont pleinement et inconditionnellement pris en compte », ce qui n'est pas tout à fait exact. Le site du Kremlin indiquait en réalité que Poutine avait déclaré qu'une paix juste et durable ne serait possible que si les intérêts de la Russie étaient pris en compte dans leur intégralité et sans aucune condition. C'est le Financial Times qui a ajouté le mot « légitimes ». Je ne sais d'ailleurs pas très bien pourquoi. Quoi qu'il en soit, le Financial Times poursuit en disant que Poutine s'est prononcé contre les politiques de confrontation des pays de l'Union européenne et de l'OTAN, qui prolongent le conflit.

Enfin bref, voilà. C'est à cela que cette conversation a abouti. En fait, il y a déjà eu de nombreuses tentatives pour amener les Russes à ralentir leurs opérations et à s'arrêter. Peskov a déjà exposé très clairement la position russe. Il a déclaré il y a quelques jours que le simple fait que les Russes aient accepté de s'asseoir à la table des négociations à Abou Dhabi ne signifiait pas qu'il y aurait une quelconque réduction des opérations militaires russes. Les Russes ne sont pas intéressés par des cessez-le-feu provisoires, et il n'y en aura pas. C'est une position russe très claire. Et, eh bien, Stubb et Støre ont dû ressortir de cet appel avec Poutine déçus et sans trop savoir quoi faire ensuite. Il y aura probablement une nouvelle escalade, sous une forme ou une autre. Et, eh bien, ils n'ont pas réussi à avancer davantage avec Poutine que les Américains avant eux.

Et bien sûr, personne ne devrait s'en étonner. J'ai déjà dit dans de précédentes émissions — pas sur cette chaîne, je crois, mais sur The Duran — que, selon moi, ce qui a peut-être le plus fait réagir les Européens et leur a fait comprendre à quel point la crise en Ukraine est désormais grave, ce sont les demandes de fonds supplémentaires de Zelensky, ses demandes d'argent. Et les montants réclamés n'ont cessé d'augmenter. À un moment donné, il demandait vingt-sept milliards d'euros. Puis on est passé à cinquante milliards d'euros. Nous en sommes maintenant à soixante-dix milliards d'euros. Les Européens, ou du moins les plus intransigeants d'entre eux, se démènent pour trouver un moyen de réunir cet argent.

Plusieurs États européens — la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et d'autres — refusent de participer. Un diplomate allemand aurait vivement protesté, accusant ces pays, pourtant membres de l'Union européenne, de profiter de tous les autres sans contribuer. S'ils continuent de refuser de garantir ce nouveau prêt de soixante-dix milliards d'euros qui doit être accordé à l'Ukraine, ils pourraient se voir privés d'une partie des fonds qu'ils reçoivent de l'Union européenne. Une menace plutôt grossière, qui montre une fois de plus à quel point la volonté de donner à Zelensky tout ce qu'il demande reste forte, mais aussi les pressions que l'Union européenne et ses principaux États membres sont prêts à exercer pour que le financement de l'Ukraine se poursuive au niveau exigé par Zelensky.

D'ailleurs, je trouve cette conversation intéressante pour une autre raison : je me suis demandé comment était financé, au juste, le prêt de quatre-vingt-dix milliards d'euros qui a déjà été versé, ou qui est en cours de versement, à l'Ukraine. À ma connaissance, aucune obligation n'a jamais été

émise sur les marchés financiers mondiaux pour lever ces fonds. Et, en fait, cela apporte un début d'explication : si l'on demande aux États membres de l'Union européenne de fournir des garanties pour ce nouveau prêt de soixante-dix milliards d'euros destiné à l'Ukraine, cela signifie vraisemblablement qu'ils ont fourni, en toute discrétion, des garanties pour le prêt de quatre-vingt-dix milliards d'euros qui a été approuvé l'année dernière. Et cela soulève évidemment une question : des garanties à qui, exactement ?

Pas les détenteurs d'obligations puisque, comme je l'ai dit, il ne semble pas que des obligations aient effectivement été émises. Et quelles sont les conditions de ces garanties ? Et pourquoi ces garanties n'ont-elles, à ma connaissance, jamais été portées à la connaissance des parlements européens ? J'aimerais vraiment avoir la réponse à toutes ces questions. Peut-être que tout cela est accessible à tous. Peut-être que c'est consigné et détaillé dans un document que je n'ai pas vu. Mais j'aimerais bien savoir, et peut-être que l'un d'entre vous pourra trouver ces informations et les publier dans un fil de discussion, ou éventuellement me contacter pour m'en faire part. Quoi qu'il en soit, disons simplement qu'au moment même où l'Union européenne tente tant bien que mal de réunir les fonds nécessaires pour accorder un nouveau prêt de soixante-dix milliards d'euros à l'Ukraine, la Cour des comptes de l'Union européenne affirme désormais que les institutions centrales de l'Union européenne ont accumulé une dette d'environ mille milliards d'euros.

Mille milliards d'euros. Alors, ça peut ne pas paraître énorme quand on sait que certains États membres de l'Union européenne ont une dette souveraine plusieurs fois supérieure à ce montant. Mais mille milliards d'euros, ce n'est pas rien. Je crois que c'est trois fois le montant total de la dette grecque, par exemple. Mais ce qu'il faut toujours garder à l'esprit, c'est que l'Union européenne n'est pas un État. Elle n'a pas le pouvoir de lever l'impôt. Autrement dit, elle ne dispose pas des mêmes sources de revenus que les gouvernements nationaux.

Donc, une dette de mille milliards d'euros pour ce type d'institution, c'est un problème considérable. Et alors, d'où vient toute cette dette ? Une partie s'explique, bien sûr, par les dépenses engagées pendant la pandémie. Mais je suis convaincu qu'une grande partie — je dirais même la majeure partie — est liée, de différentes manières, au soutien apporté au conflit en Ukraine. Il y a cette célèbre formule attribuée à Ernest Hemingway : on fait faillite lentement, puis d'un seul coup. Bon, je ne dis pas que l'Union européenne est en faillite, ni qu'un quelconque État européen est actuellement en faillite. Disons simplement qu'ils commencent à vivre dangereusement.

Et s'ils comptent concocter un nouveau prêt de soixante-dix milliards d'euros pour Zelensky et l'Ukraine dans les prochaines semaines, ce qu'ils feront probablement, ils jouent encore davantage avec le feu. Ce n'est pas tenable. Et bien sûr, pour revenir à ce dont parlait Garry Kasparov, ce n'est pas seulement intenable. C'est refuser de tenir compte des réalités en Ukraine, parce que, vu la crise qui ne cesse de s'aggraver dans ce pays, ce prêt de soixante-dix milliards d'euros, à supposer qu'il soit approuvé et versé, ne permettra pas à l'Ukraine de tenir toute l'année prochaine. Cet argent sera probablement épuisé, à mon avis, vers le printemps. Je dis ça comme ça. Enfin bref, voilà ce que je voulais dire à ce sujet.

Pour terminer cette émission, je voudrais dire que Larry Johnson a publié sur Sonar 21 l'un de ses articles les plus perspicaces et les plus intéressants. Il y revient sur l'article de The Atlantic consacré au rôle de la CIA dans la guerre. Larry souligne que la politique de la CIA, devenue beaucoup plus offensive dans son soutien à l'Ukraine, semble actuellement aller à l'encontre de celle du président Trump, qui consiste à faire cesser les frappes contre les raffineries de pétrole russes dans le cadre de l'accord prévoyant des livraisons de gazole en provenance de Russie. D'ailleurs, quatre pétroliers seraient en route de Russie vers les États-Unis, transportant du gazole dans le cadre de ce même accord.

L'accord avance donc dans ce sens. Et au-delà de ça, Larry soulève aussi un autre point, que j'ai moi-même abordé dans mon émission hier. Sauf que Larry, en tant qu'ancien agent de la CIA, le formule à certains égards bien mieux que moi : puisque la CIA est aussi fortement impliquée dans cette guerre, comment peut-on compter sur elle pour fournir au président des États-Unis — et d'ailleurs, à l'ensemble du bloc occidental, vu le rôle central qu'elle joue dans la transmission de renseignements à tout l'Occident — un compte rendu objectif de ce qui se passe réellement dans cette guerre ?

Et je vais vous lire comment Larry l'explique. Il dit : « Quand une agence de renseignement se contente de recueillir et d'analyser des informations, son seul enjeu, c'est de trouver la bonne réponse. Dès que cette même agence mène une opération clandestine, elle a un intérêt direct dans le résultat. L'opération a un budget, un soutien haut placé, des carrières qui en dépendent et, surtout, un président à qui on a déjà dit qu'elle allait réussir. Et voilà qu'on demande aux analystes, au bout du couloir, d'évaluer si l'opération de leurs propres collègues porte ses fruits. Une mauvaise nouvelle n'est plus simplement une mauvaise nouvelle. C'est une attaque contre le programme du directeur de la CIA et un embarras pour l'homme qui occupe le Bureau ovale. »

« La pression prend rarement la forme d'un ordre explicite de modifier une conclusion. Elle est plus subtile et plus corrosive. Les analyses pessimistes sont renvoyées à leurs auteurs pour qu'ils les étayent davantage. L'analyste qui persiste à écrire que l'opération est un échec finit par avoir la réputation de ne pas jouer collectif, et la prochaine promotion lui passe sous le nez. Le compte rendu destiné au président met les réussites en avant et relègue les coûts dans une annexe. Après quelques épisodes de ce genre, les agents cessent tout simplement de dire les vérités qui dérangent et apprennent à éviter ce que la Maison-Blanche ne veut pas entendre. » Et il nous donne un exemple : l'opération de la baie des Cochons, en mille neuf cent soixante et un, qui visait à renverser le gouvernement de Castro à Cuba. C'était une opération de la CIA qui a tourné au désastre, un échec terrible.

Mais Larry aborde aussi un point que j'ignorais : à cause de tout cela, la CIA elle-même serait de plus en plus démoralisée. Les analystes, et là encore je cite, « sont malheureux. Ils sont de plus en plus nombreux à signaler que l'objectivité de leur travail est compromise ». Julia Curley, une analyste chevronnée qui a démissionné en mai, l'a dit sans détour : « Ratcliffe » — c'est-à-dire le directeur de la CIA — « ne protège pas la CIA de la politisation. Il en est le moteur. » Des agents en

poste et d'anciens agents disent n'avoir jamais vu autant de départs à la retraite et de démissions. Une agence où les agents paramilitaires — autrement dit, les agents clandestins — sont ravis, et où les analystes ont peur de dire des vérités qui dérangent, c'est une agence conçue pour mener des guerres, pas pour les comprendre.

Eh bien, comme je l'ai dit, j'ai essayé de faire passer des idées similaires dans ma vidéo d'hier. Mais Larry, il faut bien le reconnaître, l'a fait beaucoup plus clairement et bien mieux. Il y a deux ou trois vidéos, j'ai parlé des révélations d'Alexander Grabel, qui a réalisé l'analyse pour l'Université de la défense nationale de Finlande. Elles laissent entendre que les pertes russes ont été largement surestimées et que les pertes ukrainiennes sont largement sous-estimées. J'ai souligné à quel point cette erreur fausse la politique occidentale et nous amène à mal comprendre la manière dont les Russes eux-mêmes pourraient évaluer leurs propres progrès dans cette guerre.

Et si, comme je le crois, cette erreur est en train d'être commise, vous en voyez maintenant les raisons. Tout est expliqué dans l'article de Larry. Eh bien, c'est ici que je vais terminer l'émission d'aujourd'hui. Je vous rappelle que vous pouvez retrouver toutes nos émissions sur nos différentes plateformes : Locals, Rumble, X et Substack. Vous pouvez soutenir notre travail via Patreon et SubscribeStar, ainsi qu'en vous rendant sur notre boutique. Les liens se trouvent sous cette vidéo. Enfin, si cette vidéo vous a plu, n'oubliez pas de cliquer sur le bouton « J'aime » et de vérifier que vous êtes bien abonnés à cette chaîne. Voilà pour aujourd'hui. Je vous retrouve très bientôt. Passez une excellente journée.